

**Apport minimal d'énergies renouvelables
pour la production d'eau chaude sanitaire**

Résumé de la motion

Par motion déposée le 14 novembre 2007 et développée le 22 novembre 2007 (BGC p. 1871), le député Eric Collomb demande au Conseil d'Etat de modifier la loi sur l'énergie et d'y introduire une disposition imposant qu'au moins 50% de l'énergie nécessaire pour la production d'eau chaude sanitaire soit renouvelable. Il précise que cette disposition doit concerner non seulement tous les bâtiments neufs, privés ou publics, mais également tous les bâtiments appartenant à l'Etat et faisant l'objet d'un assainissement ou d'une rénovation du système de production d'eau chaude.

Réponse du Conseil d'Etat

Depuis 1998, l'Etat subventionne les installations solaires thermiques destinées à la production d'eau chaude sanitaire. Durant les premières années, le nombre des requêtes déposées auprès du Service des transports et de l'énergie était relativement stable (40 à 50 demandes par année). Dès 2005, ce nombre a fortement augmenté et, en 2007, 380 demandes de subventionnement ont été déposées. Malgré la réduction du taux de subventionnement décidée dans l'ordonnance du 27 octobre 2007 modifiant le règlement sur l'énergie, le nombre des requêtes n'a pas baissé et poursuit sa croissance (150 demandes jusqu'à la fin du mois de mai 2008).

L'intérêt pour les énergies renouvelables est également manifeste dans le domaine du bois-énergie et de la pompe à chaleur. L'analyse des dossiers de permis de construire pour les nouveaux bâtiments dans le canton révèle, par exemple, que près de 80% des installations de production de chaleur sont des pompes à chaleur.

Cet intérêt est sans doute lié à l'augmentation du prix des combustibles fossiles que sont le mazout et le gaz naturel. Le marché s'est bien adapté à ces nouvelles conditions et propose aujourd'hui des installations valorisant les énergies renouvelables, pour la production d'eau chaude sanitaire notamment, dont le coût d'exploitation est comparable, voire inférieur dans certains cas, à celui des installations utilisant uniquement les énergies fossiles. On peut dès lors se demander si le principe de subventionner des installations concurrentielles par des mesures incitatives est encore opportun.

Depuis 2006, le canton de Vaud a rendu obligatoire l'utilisation des énergies renouvelables pour la production d'eau chaude sanitaire des nouvelles constructions. D'autres cantons envisagent également de s'engager dans cette voie. Il est donc opportun que le canton de Fribourg s'y intéresse également dans le cadre des nouvelles constructions privées ou publiques ainsi que pour les bâtiments existants dont le système de production d'eau chaude sanitaire devrait être rénové. Pour le surplus, il s'agira d'examiner la compatibilité d'une telle mesure avec les normes applicables en matière d'aménagement du territoire, ainsi qu'avec les contraintes relatives à la protection des biens culturels.

En conclusion, le Conseil d'Etat vous propose de prendre en considération cette motion.

Fribourg, le 8 juillet 2008